

Note de service n° 91-082 du 8 avril 1991

(Modifiée par la note de service n° 96-285 du 6 décembre 1996)

(Education nationale, Jeunesse et Sports : Finances et Contrôle de gestion)

Texte adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie.

Décompte des services actifs.

NOR : MENF9150153N

Les emplois de fonctionnaires sont rangés, au regard des dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite relatives à l'âge d'entrée en jouissance de la pension (art. L 24), en deux catégories :

Catégorie A (emplois dits « sédentaires ») ;

Catégorie B (emplois dits « actifs »).

Les fonctionnaires ayant accompli au moins quinze ans de services « actifs » peuvent obtenir la jouissance de leur pension dès l'âge de cinquante-cinq ans, au lieu de soixante ans pour les autres fonctionnaires.

1° EMPLOIS CLASSÉS DANS LA CATÉGORIE B (Services actifs)

Sont rangés dans la catégorie B, aux termes du Code des pensions civiles et militaires de retraite, les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles.

En ce qui concerne l'Education nationale, il s'agit exclusivement des emplois :

D'instituteur, y compris d'instituteur spécialisé (mais non du nouveau corps de professeur des écoles) ;

De garçon et d'aide de laboratoire d'anatomie des facultés de médecine ;

De soigneur d'animaux et de gardien du Muséum national d'histoire naturelle.

2° DÉCOMPTES DES SERVICES DE LA CATÉGORIE B

Le minimum de quinze années de services de catégories B exigé pour pouvoir prétendre à pension dès cinquante-cinq ans ne peut être constitué que de services effectifs à l'exclusion de toute bonification. Il n'est pas nécessaire que ces quinze années aient été accomplies dans le même emploi ou dans des emplois relevant d'un même département ministériel ; des services discontinus rendus dans des emplois différents mais tous classés en catégorie B peuvent être additionnés pour atteindre ce minimum de quinze années.

Il convient d'autre part de tenir compte des précisions suivantes :

a) Services auxiliaires validés

Les services auxiliaires validés sont toujours réputés de catégorie A, même s'ils ont été effectivement accomplis dans un emploi classé en catégorie B.

b) Services militaires

Les services militaires sont également considérés comme des services de catégorie A au regard du droit à pension. Toutefois, sont admis au titre de la catégorie B, les services de mobilisation ou de rappel sous les drapeaux dans la mesure où le fonctionnaire relevait d'un emploi de la catégorie B avant son rappel ou sa mobilisation et où il a été maintenu dans les cadres, mais déduction faite le cas échéant de la durée du service légal.

c) Services de stage

La période de stage effectuée dans un emploi de catégorie B et suivie d'une titularisation dans cet emploi est admise en service de catégorie B. Dans tous les autres cas, les services de stage sont classés en catégorie A.

Pour les instituteurs, le temps passé après dix-huit ans dans les écoles normales d'instituteurs est classé en catégorie B.

d) Services à temps partiel

Les services à temps partiel accomplis dans un emploi classé en catégorie B dans le cadre de la loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980 relative au travail à temps partiel dans la fonction publique et dans le cadre de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales sont considérés comme services actifs. Ils sont décomptés comme des services effectués à temps plein pour l'appréciation de la condition de quinze ans exigée pour l'obtention d'une pension à jouissance immédiate dès l'âge de cinquante-cinq ans.

En revanche, les services effectués à mi-temps en application de la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat par un agent dont l'emploi était classé en catégorie B au moment où il a été placé dans cette position, sont considérés comme des services sédentaires.

e) Services accomplis en position de détachement

Le bénéfice du classement en catégorie B est maintenu au fonctionnaire qui, alors qu'il exerçait dans un emploi classé dans cette catégorie, a été détaché soit pour exercer des fonctions de même nature dans un emploi classé lui-même en catégorie B, soit pour exercer un mandat électif ou syndical à condition qu'il n'ait pas changé de catégorie d'emploi au cours de son détachement. Il est maintenu également au fonctionnaire détaché hors d'Europe, quelle que soit la nature des fonctions et de l'emploi occupé en position de détachement.

Il est important de préciser que les instituteurs détachés en Europe dans des établissements ayant un statut et une organisation identiques aux établissements français, ne sont toutefois pas considérés comme effectuant des services actifs dans la mesure où, même si les fonctions occupées sont assimilables à des fonctions d'instituteur, leur emploi n'est pas classé en catégorie B. [...]

f) Services accomplis en position de mise à disposition

Les services accomplis dans la position de mise à disposition prévue par l'article 41 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relative au statut des fonctionnaires, sont classés dans la catégorie A (services sédentaires).

Il me semble nécessaire de rappeler ces quelques règles fondamentales compte tenu des divergences et errements constatés dans la manière de décompter les services actifs, notamment au niveau des états de service fournis à l'appui des dossiers de pension.

Vous voudrez bien vous y reporter afin de vérifier le bien-fondé des demandes d'admission à la retraite formulées, avant l'âge de soixante ans, par des fonctionnaires ayant effectué des services de cette nature.

Je tiens enfin à vous préciser que le ministère de l'Economie, des Finances et du Budget applique très strictement ces dispositions. En particulier les quinze années de services actifs minimum s'apprécient au jour près, sans possibilité de dérogation.

(BO n° 16 du 18 août 1991)

SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).